

# Fonction de l'élite et fonction de la presse en France au début de la Troisième République

Roger Bautier<sup>(\*)</sup>, Élisabeth Cazenave<sup>(\*\*)</sup>

<sup>(\*)</sup>LABSIC – Université Paris 13, <sup>(\*\*)</sup>

E-mail: roger.bautier@laposte.net,

Si la France de la Restauration et de la monarchie de Juillet a été marquée par une réflexion sur la presse visant à déterminer son rôle dans l'établissement d'une foi commune capable de reconstruire une société cohérente et de préserver la stabilité du régime, le début de la Troisième République a été, tout autant, une période caractérisée, à la fois, par la prise de conscience des bouleversements affectant les moyens de communication, par l'évaluation des transformations de la structure de la société française et par la recherche des conditions les plus aptes à garantir l'influence réelle d'une élite dirigeante.

C'est ce que nous tenterons de montrer ici, dans le prolongement des analyses que nous avons déjà présentées<sup>1</sup>. Dans un premier temps, nous examinerons les grands traits de l'analyse des transformations de la société française et de la communication politique. Puis, dans un deuxième temps, nous mettrons en lumière l'émergence et l'affirmation d'une conception élitiste de la société. Enfin, dans un troisième temps, nous montrerons les conséquences de cette conception sur les termes du

---

<sup>1</sup>– "Les conceptions de la médiatisation au début du XIXe siècle", *Études de communication*, n° 22, 1999.

– *Les origines d'une conception moderne de la communication. Gouverner l'opinion au XIXe siècle*, Presses Universitaires de Grenoble, 2000.

– "Anonymat et espace public au XIXe siècle", in *Figures de l'anonymat : médias et société* (F. Lambert, dir.), L'Harmattan, 2001.

– "L'instauration de la presse anglaise et américaine en modèle pour la France", *Histoire et sociétés. Revue européenne d'histoire sociale*, n° 4, 2002.

– "Le rejet de la délibération : du dogmatisme à l'élitisme", in *La situation délibérative dans le débat public* (B. Castagna et al., dir.), Presses Universitaires François-Rabelais, 2004.

– "La presse pousse-au-crime selon Tarde et ses contemporains", *Champ pénal. Nouvelle revue française de criminologie*, juillet 2005.

débat qui a porté, à la fin du XIXe siècle, à la fois sur le rôle effectif de la presse et sur la fonction qui pourrait lui être assignée.

## **Les transformations de la société et de la communication politique**

Dès 1871, Émile Boutmy, le fondateur de l'École libre des sciences politiques, exprime sa préoccupation à l'égard de la formation d'une élite dont il estime qu'elle "donnera le ton à toute la nation"(Boutmy, 1871). Il considère que "l'empire de l'esprit et le gouvernement par les meilleurs" sont essentiels à la survie d'une "société progressive" et estime nécessaire de tirer les conséquences des transformations sociales : "Contraintes de subir le droit du plus nombreux, les classes qui se nomment elles-mêmes les classes élevées ne peuvent conserver leur hégémonie politique qu'en invoquant le droit du plus capable. Il faut que, derrière l'enceinte croulante de leurs prérogatives et de leur tradition, le flot de la démocratie se heurte à un second rempart fait de mérites éclatants et utiles, de supériorités dont le prestige s'impose, de capacités dont on ne puisse pas se priver sans folie."

C'est tout aussi rapidement que Gambetta salue - contrairement à Boutmy - "la venue et la présence, dans la politique, d'une couche sociale nouvelle" qui commence à se constituer en "génération nouvelle de la démocratie", en se manifestant comme "un nouveau personnel politique électoral, un nouveau personnel du suffrage universel" dont la tâche est de faire vivre véritablement la démocratie, au sein d'une République établie de manière définitive (Gambetta, 1872). En même temps, l'objectif qu'il propose, c'est que l'on descende "dans les couches, les rangs profonds de la société" et que se mette en place "une perpétuelle communication de tous les citoyens entre eux" qui couplerait les vertus de la réunion et celles de la diffusion par l'imprimé, étant donné que, pour lui, la démocratie est "le gouvernement de la liberté de penser, de la liberté d'agir", que, plus fondamentalement, c'est un "gouvernement d'opinion par essence", ce qui signifie que "c'est à l'opinion publique que doit rester le dernier mot, que c'est elle qui doit tout examiner, tout contrôler, tout vérifier, tout juger, afin de pouvoir choisir". Dans la mesure où le suffrage universel n'est pas toujours suffisamment "ren-

seigné", Gambetta estime que c'est aux "hommes plus avisés et plus éclairés", qui ont "la passion et le souci des choses et des actes des hommes publics", qu'il revient, "dans une certaine mesure, librement, sans pression, de se faire les instituteurs, les éducateurs, les guides de leurs frères moins avancés du suffrage universel, de ceux qui ont moins de loisirs et de lumières".

Dans un premier temps, il va s'agir seulement de rendre compte des caractéristiques nouvelles de la société française, à la fois sur le plan socio-politique et sur le plan journalistique. En 1875, par exemple, Charles Bigot, historien et journaliste, juge correcte la comparaison classique entre les orateurs de la démocratie athénienne et les journalistes modernes : d'une part, en effet, l'objectif est, dans les deux cas, de s'adresser au peuple, avec la différence, cependant, que le journal permet au journaliste de se faire entendre sans difficulté et partout ; d'autre part, les journalistes, comme les orateurs antiques, se sont donné la mission, sans avoir de titre spécifique pour le faire, de se préoccuper des affaires publiques et de devenir à la fois "les propagateurs de leurs idées et les éducateurs de la foule"(Bigot, 1875). Bigot montre que l'absence de titre spécifique pour intervenir dans les affaires publiques est la source du dédain qui se manifeste quelquefois à l'égard des journalistes, considérés alors comme des "individualités sans mandat" ; c'est pourquoi il lui semble nécessaire de souligner que le mandat en question existe bel et bien, puisqu'il vient du "droit qu'a tout homme, fils d'une race solidaire, de prendre en main les affaires de tous". Cependant, il estime que les journaux français présentent deux défauts fondamentaux : l'ignorance et la frivolité. L'ignorance d'abord, dont il pense qu'elle atteint des sommets car "seule entre toutes les carrières libérales, la presse est accessible à tous" : elle peut accueillir par conséquent des gens ne connaissant rien du domaine dont il vont parler, qu'il s'agisse de s'instituer critique artistique ou homme politique, et qui, néanmoins trouveront à s'imposer grâce à leur aplomb. La frivolité ensuite, qui lui semble en partie la conséquence de l'ignorance - même si l'absence de liberté sous le Second Empire est aussi responsable, en ayant contraint les journalistes à se tourner vers la frivolité pour échapper à la censure -, et qui se traduit par la disparition progressive des articles demandant un certain effort au lecteur, ne serait-ce que par leur longueur.

Le public est également mis en cause par Bigot, car l'ignorance et la frivolité du journaliste ont leurs pendants, selon lui, dans celles du lecteur, qui, du coup, collabore aux méfaits de la presse en participant à un processus d'action et de réaction par lequel "chacun est tour à tour corrompu et corrupteur". Plus précisément, ce sont les classes dirigeantes qui sont visées : celles-ci lui apparaissent comme caractérisées par une "incroyable paresse d'esprit" que le journal ne fait que renforcer, dans la mesure où, en fournissant une distraction toujours disponible - que l'on soit en chemin de fer, dans un fauteuil ou dans un lit -, il a introduit la possibilité de placer "un écran entre sa pensée et soi" et a donc empêché désormais toute réflexion véritable, liée au "tête-à-tête avec soi-même", de s'amorcer. Alors que le peuple et la petite bourgeoisie sont encore capables de lire afin de s'instruire, y compris après une journée de travail, les membres des classes dirigeantes semblent à Bigot d'autant plus enclins à se contenter d'une lecture de faits divers que, d'une part, ils sont, justement, habitués à ne pas travailler et que, d'autre part, ils ont besoin d'éléments destinés à alimenter leurs conversations. De plus, selon lui, si la confiance aveugle dans l'imprimé a disparu, elle a malheureusement été remplacée par un scepticisme à l'égard de toute opinion politique ou religieuse qui, paradoxalement, ne protège nullement de la naïveté, bien au contraire, ce qui produit une situation dans laquelle des journaux peuvent, à la fois, être méprisés par les membres des classes dirigeantes et exercer une grande influence sur eux ou sur une grande partie d'entre eux. À propos de l'influence exercée, Bigot avance d'ailleurs très précisément une thèse. D'une part, il considère que l'influence en matière de politique passe désormais par l'usage de la "réclame", c'est-à-dire par la répétition des énoncés dont on veut que les lecteurs soient persuadés qu'ils sont vrais, l'hypothèse adoptée étant qu'il existe un rapport étroit entre la répétition de "Le meilleur chocolat est le chocolat Perron" ou de "Tous les voleurs sont républicains" et la persuasion qui doit en résulter. D'autre part, il estime que la publicité commerciale et son équivalent politique se différencient en ce que la première touche surtout les membres des classes dirigées, tandis que la seconde touche bien plutôt les membres des classes dirigeantes.

Dans un second temps, la question de la formation de l'élite dirigeante devient plus prégnante. Littré (1880), notamment, va défendre l'idée qu'il faut, en démocratie, reconstituer une aristocratie, une

aristocratie non pas "fermée" mais "ouverte". L'ancienne noblesse peut d'ailleurs y contribuer, selon lui, car elle présente l'avantage d'entretenir - sans qu'on ait besoin de le créer - "un certain niveau élevé de société polie, de bonnes manières, de bon langage, d'élégances de vie, de courtoisie chevaleresque, de respect pour les femmes", qualités qu'il juge d'autant plus précieuses que la démocratie ne les encourage pas, étant donné les "rudesses et les vulgarités" qui la caractérisent. Puis, avec Alfred Fouillée (1884), les contenus mêmes d'un enseignement proprement démocratique vont être discutés, dans le cadre d'une conception générale de la vie politique qui met l'accent sur l'intellectualisation de la "richesse sociale" : "Il existe une propriété foncière collective, une propriété mobilière collective, une propriété politique collective, enfin une propriété intellectuelle collective. Ce sont ces deux dernières qui tendent à devenir les principales par le progrès même de la civilisation." Pour Fouillée, la double conséquence de ce mouvement est qu'il faut admettre que "la plus haute culture scientifique, morale et politique, est aussi la forme la plus féconde de la propriété sociale" et que "le vrai moyen de résoudre les antinomies du suffrage universel, - antinomie de l'égalité politique et du progrès social, antinomie du droit et de la capacité, antinomie des tendances socialistes et de la liberté individuelle, - c'est la diffusion la plus large possible de l'instruction la plus élevée possible, comme capital mis par tous à la disposition de chacun". L'instruction universelle lui apparaît comme indispensable à l'émergence des "supériorités naturelles" et à l'accès de celles-ci au pouvoir et à la propriété.

## **Le pouvoir légitime du "cerveau" de la société**

Alors que la fin du siècle approche, la réflexion s'oriente, en fait, de plus en plus nettement vers une évaluation du bilan de l'établissement de la République "définitive" et, plus spécialement, vers une détermination des conditions optimales à réunir pour qu'une élite dirigeante puisse être formée et puisse agir. Dans certains cas, le désir de consolider et de légitimer à toute force l'ordre établi ne se cache nullement, quand il ne s'agit pas de la nostalgie d'un ordre social plus ancien. C'est ce qui apparaît très clairement chez Jean Izoulet, qui deviendra professeur au

Collège de France en 1897. Izoulet n'hésite pas à intituler "Le suicide des démocraties" l'introduction à la deuxième édition de l'ouvrage dans lequel il expose et défend une "hypothèse bio-sociale" dont l'intérêt est de consacrer le rôle de l'élite (Izoulet, 1895). De son point de vue, la biologie et la sociologie montrent la "légitimité de la hiérarchie", la comparaison entre l'animal et la société permettant de définir précisément la "division du travail" qui existe au sein de l'une comme de l'autre : "L'être animal et l'être social sont tous deux des associations. Et ces associations sont toutes deux des *hiérarchies*, sous réserve de grandes différences d'ailleurs. Le cerveau, c'est le groupe des cellules *sensitives*. L'élite, c'est le groupe des citoyens *spéculatifs*. C'est donc au cerveau et à l'élite à diriger. Et pourquoi sont-ils aptes à diriger? Parce qu'ils sont *spécialisés dans cette fonction*, tandis que les autres individus de corps animal ou du corps social sont spécialisés dans d'autres fonctions." Izoulet considère que c'est là la thèse fondamentale de la "science bio-sociale" qu'il cherche à promouvoir.

Selon lui, l'acceptation de cette thèse de la spécialisation permet de sauver la démocratie, car "il n'y a de salut pour la Démocratie que dans et par l'Aristie". Il se réjouit, d'ailleurs, que certains démocrates n'hésitent désormais plus à utiliser le mot "aristocratie" ou le mot "élite" de manière positive. En effet, l'analogie est la suivante : de même que les cellules du cerveau, devenues "hyper-esthésiques", acquièrent une "information supérieure" qui "se communique sans doute de quelque façon et en quelque mesure à l'animal tout entier", les membres de l'élite - il s'agit d'une "élite ouverte" - exercent une action éducatrice sur la "foule". Cette action éducatrice implique que "l'information supérieure, ou hyper-idéation, réalisée par l'élite, se communique plus ou moins à l'être social tout entier". D'où l'idée qu'il existe une "infiltration des idées" au sein de la société : "Entre la foule et l'élite, il n'y a pas rupture abrupte, solution de continuité, mais au contraire plan incliné, transitions insensibles, dégradation lente et indéfinie. La vérité, élaborée par l'élite, infiltre plus ou moins sourdement tout le tissu du corps social, l'imprègne, et le modifie durablement". Cette infiltration est conçue comme un processus qui permet à la foule d'être entraînée par les progrès de l'élite, mais qui, du fait de la spécialisation croissante, engendrera nécessairement une "différenciation de plus en plus nette de la foule et de l'élite".

Les dernières années du siècle sont marquées par de nombreuses analyses faisant, elles aussi, grand usage de la référence à une "élite" ou à une "aristocratie", analyses qui déboucheront souvent sur une reconsidération du rôle de la presse dans la société française. Trois exemples sont particulièrement éloquentes à cet égard : celui du journaliste Henry Bérenger, celui du philosophe Alfred Fouillée, celui du journaliste et professeur Charles Benoist.

Bérenger (1895) considère ainsi que toutes les sciences "s'accordent à déclarer que la vie et le progrès sont liés à la hiérarchie des êtres" : ce qu'il appelle "l'équilibre du monde" ou "l'harmonie cosmique", loin de fournir des exemples de liberté et d'égalité, implique toujours, bien au contraire, "dépendance" et "subordination", "association" et "hérédité", "solidarité" et "hiérarchie", sous l'effet d'une "imitation sans cesse renouvelée et modifiée" des êtres les uns par les autres (il renvoie à la théorie de l'imitation de Tarde). Il s'agit, pour lui, de lois qui s'appliquent autant aux familles spirituelles qu'aux espèces animales et autant au futur qu'au passé et au présent ; c'est pourquoi il estime, d'une part, que la Grèce ancienne représente un modèle, par le fait qu'elle a opposé "l'esprit noblement hiérarchique de la cité" à "l'esprit égalitaire et anarchique des Hébreux", d'autre part, que la démocratie moderne issue de la Révolution française doit se conformer au principe de la solidarité, qui est le plus haut type de perfection reconnu par la science et par l'histoire. Cette solidarité, Bérenger l'envisage comme supposant premièrement l'individualisme - la solidarité et la différence entre les individus vont de pair -, deuxièmement l'existence d'une aristocratie - pour que des êtres inégaux puissent s'accorder, il faut que certains d'entre eux dirigent les autres -, troisièmement la sympathie - celle-ci empêche que l'inégalité aboutisse à la destruction de la solidarité. Les trois caractères retenus lui paraissent "les trois lois nécessaires de toute démocratie", étant entendu que ces trois caractères ne s'identifient nullement à la liberté, à l'égalité et à la fraternité, qui expriment seulement des "limites" et ne peuvent donc pas avoir de réalité. Pour lui, en effet, "c'est à vouloir leur en donner une que les révolutionnaires se sont de tout temps épuisés", qu'ils se rattachent aussi bien au christianisme qu'à la Révolution française. Des trois caractères, cependant, le plus important aux yeux de Bérenger est l'existence d'une aristocratie : l'aristocratie a pu être guerrière d'abord, en tant que noblesse, religieuse

ensuite, comme théocratie, pécuniaire enfin, sous forme de ploutocratie, mais elle doit être désormais une "aristocratie de l'esprit"(il donne comme exemples Taine, Pasteur, Hugo...), même si les anciennes, à condition d'être subordonnées à cette dernière et de la représenter, restent tout à fait nécessaires au développement du monde moderne. Alors que les journalistes, les politiciens et les demi-savants font des "ravages", il s'agit, pour Bérenger, de promouvoir une véritable "noocratie". Cette "noocratie", selon lui, est constituée par "l'ensemble de tous les esprits supérieurs qu'une démocratie peut fournir et par lesquels elle doit se laisser diriger, de la même manière que, dans le corps humain, les tissus cellulaires, musculaires et osseux se soumettent, sans pour cela déchoir, au système nerveux".

La comparaison entre le cerveau et l'élite est présente également chez Fouillée, l'un des grands défenseurs de la République modérée. Rappelant que "la direction de notre corps s'impose aux cellules cérébrales du cerveau, non à celles de l'estomac", Fouillée (1898) considère ainsi que c'est au "cerveau de la nation" qu'il revient, à la fois, l'honneur et l'obligation de "représenter et faire prévaloir les plus hautes pensées directrices et les plus hautes volontés de la patrie". En effet, selon lui, "quand une démocratie n'a pas de partie dirigeante, il est fatal, n'étant plus dirigée, qu'elle soit "menée" ; elle tombe alors au pouvoir des politiciens, des hommes de plume et des hommes d'affaires". Comment former cette "élite éclairée"? En lui fournissant une "éducation libérale", qui - Fouillée le rappelle - est celle qui, en favorisant l'esprit de "désintéressement intellectuel et moral", permet aux membres des professions dites justement "libérales" d'exercer leur mission sociale. Plus largement, il est nécessaire, selon lui, que les "parties dirigeantes" de la démocratie bénéficient de l'enseignement des "humanités", dont il pense qu'elles sont "une condition de la moralité nationale comme de la grandeur nationale", c'est-à-dire d'un enseignement se détournant de tout utilitarisme, autrement dit, d'un enseignement littéraire privilégiant les lettres classiques, car un enseignement scientifique aurait le désavantage de pouvoir toujours servir des fins pratiques. Fouillée insiste sur le fait qu'il s'agit bien là de renforcer la politique républicaine en France, dans la mesure où il s'agit, d'une part, de ne pas laisser le monopole des études classiques au clergé et aux congrégations, d'autre part, de tirer les conséquences du fait qu'il serait "dangereux, surtout dans une répu-



blique, de rendre toute l'éducation *primaire et populaire*, d'y supprimer les degrés et la hiérarchie, d'y faire s'évanouir l'élite ou, ce qui revient au même, de la restreindre au point de la rendre impuissante, stérile, impossible à recruter".

Quant à Benoist - qui deviendra diplomate, appartiendra à l'Union républicaine au début du XXe siècle, puis se ralliera à l'Action française -, il affirme que le mal de l'État moderne est l'anarchie qui le caractérise fondamentalement, anarchie *dans* la société, à distinguer de l'anarchie *contre* la société, même si la seconde est issue de la première (Benoist, 1899). Il considère la mise en œuvre du suffrage universel comme responsable de cette anarchie "sourde" : d'une part, ce type de suffrage équivalait à une "souveraineté nationale réduite en un sable mouvant", par le fait qu'il crée une situation dans laquelle, l'individu ayant été exalté en même temps que coupé de toutes ses appartenances traditionnelles, on a "dix millions d'égoïsmes pareils" qui vont semer "dix millions de germes d'anarchie" ; d'autre part, il entraîne la dictature des "comités" et de l'argent, qui se traduit par une fausse représentativité des députés (d'où la remarque qu'il y a "trop d'avocats, de médecins, de professeurs, de journalistes ; il y en a sans proportion aucune avec la place mesurée qu'ils occupent dans le pays, et ils ne nous représentent pas ; ils ne représentent que des politiciens comme eux"). Selon Benoist, le suffrage universel n'a pas été "éduqué" et rien ne dit qu'il peut l'être : c'est pourquoi il envisagera le remplacement du suffrage universel qu'il appelle "inorganique" par un suffrage universel "organique", c'est-à-dire qui impliquerait un regroupement des citoyens en "catégories professionnelles très ouvertes et très larges", une représentation des "unions locales", des "unions civiles ou sociales", etc.

## **La nécessaire reconquête de la presse par l'élite**

Le jugement porté par Benoist sur cette "éducation" du suffrage universel repose sur le constat de l'insuffisance de tous les moyens existants. Benoist envisage ainsi l'action des associations libres, trop peu nombreuses à son gré, et celle de l'auto-éducation, dont il estime qu'elle ne s'est malheureusement jamais réalisée, malgré cinquante ans de pratique du vote. Il s'intéresse surtout aux effets de l'école et de la presse,

qui lui paraissent inadéquats : d'un côté, l'apprentissage de la lecture ne garantit en rien la capacité à voter et l'instruction civique n'entraîne qu'un savoir quasi religieux mal dominé ; de l'autre, les journaux sont très loin d'assurer la fonction qu'il pourraient avoir. Plus précisément, la question que pose Benoist est : "Sachant lire, lira-t-on? et si on lit, que lira-t-on?". Pour lui, "la presse sert au public ce qu'il aime", c'est-à-dire que le public lit une presse caractérisée ainsi : "le manque d'idées et de connaissances, la routinière banalité du fond et de la forme, la satisfaction à peu de frais, la course au renseignement, exact ou inexact, la précipitation à conclure, l'habitude de trancher en tout, la tendance à entraîner l'opinion publique et à la dévoyer sur des sujets qui ne sont pas matière d'opinion publique, le penchant à la suspicion et la complaisance au scandale". Selon lui, c'est le résultat du remplacement de la préoccupation pour la "fonction sociale" de la presse par la préoccupation pour "l'affaire", autrement dit par la recherche du profit maximal, ce remplacement ayant impliqué, en même temps que l'élargissement du public, l'abaissement de la qualité de la presse.

Cette analyse est complémentaire de celle que Tarde développe à la même époque, lorsqu'il se penche sur la criminalité juvénile (Tarde, 1898). En se préoccupant de la criminalité juvénile, Tarde entend, en effet, défendre l'école contre les attaques dont elle est souvent l'objet. Si, cependant, selon lui, l'école ne doit aucunement être tenue pour responsable de ce type de criminalité, il est tout autant avéré qu'elle ne constitue ni un frein moral, ni un ressort moral pour les populations à risque, dans la mesure où elle fournit seulement ce qu'il appelle "un stimulant intellectuel, un apéritif mental", ne trouvant malheureusement pas son prolongement à l'extérieur de l'école. Car l'instruction primaire, par l'aptitude à la lecture qu'elle engendre, donne à l'écolier un simple outil, outil dont l'utilisation va avoir lieu essentiellement à l'occasion de la lecture d'une presse que Tarde qualifie en ces termes : "ordurière et haineuse, friande de scandales, bourrée de chroniques judiciaires". En fait, au lieu de trouver une "nourriture salubre et choisie" sous forme de bibliothèques et de cercles, c'est, en sortant de l'école, aux conséquences du double "déchaînement du journalisme et de l'alcoolisme" que l'écolier va être confronté : Tarde établit nettement un parallèle étroit entre le "petit verre" et le "petit journal", qui "alcoolise le cœur". Reprenant une remarque de Fouillée, il estime que la loi sur la liberté de la

presse et celle sur la liberté des débits de boisson - contemporaines des lois scolaires - ont engendré une montée spectaculaire de la consommation d'alcool en même temps qu'une forte progression de la pornographie et de la diffamation, dont il pense qu'elles sont devenues "les deux mamelles du journal".

Il s'agit là du thème principal de réflexion des dernières années du siècle, une réflexion qui, partie d'une préoccupation à l'égard de la formation de l'élite dirigeante, se spécifie en une critique souvent violente de la presse et s'efforce de définir l'attitude adéquate à adopter en face des journaux. Ce qui est alors envisagé, c'est une véritable réforme morale alliée, justement, à la reconquête de la presse par cette élite. La réforme morale envisagée - peu libérale, car elle entend intervenir sur les informations diffusées, et peu démocratique, car elle conforte la hiérarchie sociale - apparaît comme la réponse au pouvoir de la presse, dont la toute-puissance est affirmée par Bérenger en prologue de l'enquête qu'organise la *Revue Bleue* en 1897-1898. "La parole, volante ou écrite, est le gouvernement des démocraties. Qu'est-ce qu'un parlement, sinon une parole régularisée? Qu'est-ce que la loi, sinon une parole fixée? Qu'est-ce que la presse, sinon une parole universalisée? Qu'est-ce que l'école, sinon la parole enseignée? Qu'est-ce, enfin, que l'opinion publique, sinon la parole des paroles, celle d'où toutes s'élancent et où toutes retombent?" : tels sont les éléments fondamentaux qui doivent être pris en compte, selon Bérenger (1897), lorsque l'on se penche sur les griefs formulés à l'égard des institutions par les nostalgiques d'un régime autocratique, qui exagèrent à leur profit les crises rencontrées depuis l'avènement de la Troisième République. Il ne s'agit cependant nullement, pour lui, de sous-estimer ces crises, même s'il les considère comme des "troubles de croissance" et non comme des "vices de nature" ; en particulier, il lui paraît indispensable de prendre la mesure des maux qui affectent la presse, car celle-ci, au même titre que l'école et le parlement - également en crise -, constitue un des trois nouveaux pouvoirs qui dirigent le pays par leur action sur l'opinion publique et sur la loi.

Le pouvoir de la presse, en effet, relèverait de la toute-puissance : diffusé et apprécié largement, puisque toutes les couches de la société lisent au moins un journal par jour, le journal aurait, parce qu'il suggère sans jamais commander, la capacité d'asservir ses lecteurs en les persu-

adant qu'il les affranchit. Bérenger en veut pour preuve aussi bien le cas des collégiens, intéressés par les "journaux de révolte et de luxure", que celui des ouvriers d'usine, des petits employés et des soldats, motivés par la "haine du patron, de l'administration, du chef", celui des intellectuels cherchant à se venger des "oppressions sociales" ou celui des ménagères "amoureuses de feuilletons et de faits-divers", dont il estime qu'ils sont tous transformés en esclaves alors même qu'ils croient se libérer au travers de leurs lectures. Tout naturellement - et cette évocation des diverses catégories de lecteurs le laisse déjà entendre -, la question qui se pose, à partir du moment où la toute-puissance de la presse est reconnue, c'est de savoir à quoi elle a servi. Pour Bérenger, il est clair que, pas plus que l'école ou le parlement, elle n'a eu "l'influence prédite par les logiciens de la démocratie", étant donné qu'elle a notamment refusé la mission qui aurait pu faire d'elle "d'une part, un bureau de renseignements exacts, et, de l'autre, un conseiller sincère du peuple", pour, au contraire, s'attacher à corrompre la démocratie, en favorisant la débâche, en trompant le peuple, en décourageant l'élite et en provoquant la criminalité.

La raison de cette situation? Bérenger pense qu'elle ne peut pas se trouver chez les journalistes, qui ne sont, au sein d'un journal, que des "subordonnés" ou des "ornements", qu'elle ne se trouve pas plus dans le public, qui n'est pas autre chose qu'un "enfant" et qu'un "troupeau", et que la loi sur la liberté de la presse n'est pas non plus à incriminer, son existence étant complètement indispensable à celle de la République et de la démocratie. En effet, selon lui, la liberté "permet le bien au moins autant que le mal" et les journalistes ou les lecteurs ne sont "que ce qu'on les a faits", mais - précisément - ce qui les a rendus tels, c'est "la ploutocratie et le suffrage universel". C'est bien le pouvoir de l'argent, dans ces conditions, qui est vu comme le coupable réel de la dégradation de la presse comme du parlement, du fait de sa responsabilité dans "l'établissement définitif d'une aristocratie qui n'a ni droits, ni devoirs, ni tradition, ni idéal, - et cela dans une démocratie qui ne peut lui offrir de contrepoids, puisqu'elle a tout détruit". L'analyse est confirmée par le remède envisagé : au moment où il lance l'enquête de la *Revue Bleue* sur les "responsabilités de la presse", Bérenger exprime nettement le souhait que cette aristocratie "pécuniaire" soit remplacée par une aristocratie "intellectuelle et morale" ; il n'hésite d'ailleurs pas

formuler l'espoir que les représentants de l'élite intellectuelle auxquels l'enquête va donner une "voix consultative- elle s'adresse aux hommes d'État, aux sociologues et aux journalistes "les plus autorisés" - puissent prochainement bénéficier d'une "voix délibérative" qui leur serait accordée par la loi.

Du coup, il va effectivement s'agir d'une "reconquête" de la presse par l'élite. De ce point de vue, le salut doit venir d'une "aristocratie intellectuelle et morale", selon l'expression de Bérenger, ou d'une "élite intellectuelle et morale", selon l'expression de Fouillée. Celui-ci publie, en effet, en 1900 une analyse très minutieuse de la situation de la France dans laquelle il met particulièrement en lumière les caractéristiques de la presse et considère que le problème qui se pose à la démocratie est précisément "la reconquête de la presse par l'élite intellectuelle et morale"(Fouillée, 1900). Pour lui, la nourriture intellectuelle fournie par les journaux se réduit au "reportage à outrance", au "feuilleton obscène" et au "feuilleton sanguinaire" ; risquant de mener progressivement à "un scepticisme moral et politique plus dangereux que ne l'était la vieille crédulité", elle légitime qu'il soit rappelé à la presse que, dans une démocratie, elle a aussi, à côté d'une fonction de simple information, une mission d'éducation. Rappel d'autant plus nécessaire, selon Fouillée, que la classe dirigeante est dépeinte comme adonnée à tous les vices par la presse radicale ou socialiste, pourvoyeuse d'idées "pernicieuses".

Ce qui préoccupe au plus haut point Fouillée, c'est la nécessité de traiter les maux qui accompagnent les bienfaits apportés par la démocratie. Convaincu que la conception ancienne du "sacerdoce" de la presse n'a rien perdu de son actualité, il juge cette mission d'éducation d'autant plus importante que le peuple n'a souvent que le journal comme lecture et que ses mœurs sont précisément dirigées par cette lecture. Dans cette perspective, les mesures à envisager relèvent des individus - faiblement - et des associations - un peu plus -, qui peuvent tenter de moraliser la presse, mais, surtout, de l'État, en tant qu'État démocratique, dont le devoir serait de prendre en compte les conséquences déplorables de la "psychologie de la foule" : "De même que le politicien, candidat à un siège quelconque, au lieu d'avoir un programme à lui, dicté par sa conscience, cherche à deviner ce que désirent plus ou moins légitimement ses électeurs et se fait dicter son programme par leurs in-

térêts ou leurs passions ; ainsi le journaliste, à notre époque, s'efforce de flatter ce qui peut flatter les instincts, goûts et opinions de ses lecteurs. Si ces instincts sont peu élevés et même bas, il n'est que plus sûr du succès. Flatter les passions, et de préférence les plus grossières, c'est être certain de trouver une large base d'opérations lucratives."Il s'agit, en conséquence, pour Fouillée, que la presse populaire soit soumise à une réglementation spéciale, destinée à garantir sa moralité ; il s'agit, plus largement, de promouvoir des lois capables de protéger les libertés contre les manquements de la presse à ses responsabilités.

Le compte rendu que Durkheim (1900) fera de cette analyse exprime très clairement les limites de l'entreprise envisagée. Durkheim partage, en effet, avec Fouillée le jugement que celui-ci porte sur la situation de la France à la fin du XIXe siècle : il y a effectivement une crise morale - "une sorte de désarroi et de désorganisation de la conscience morale française" -, crise morale correspondant au fait que les idées et les hommes ont subi un "déclassement" qui n'a pas encore été suivi d'un "reclassement". Selon lui, si les valeurs anciennes n'ont plus la force qu'elles avaient auparavant, les valeurs nouvelles, en revanche, ne sont pas encore établies, d'où le vide qui caractérise la conscience morale. Pourtant, les remèdes proposés par Fouillée lui semblent incapables à entraîner une amélioration de cette situation, dans la mesure où ils relèvent essentiellement de la législation, qui dépend des faiblesses du législateur, elles-mêmes symptômes de la crise : la législation ne peut donc pas suppléer à l'absence de définition de ce qu'il appelle "des fins nouvelles à aimer et à vouloir".

## Références

- BENOIST, Charles, *La crise de l'État moderne*, Firmin-Didot, 1899.
- BÉRENGER, Henry, *L'aristocratie intellectuelle*, Armand Colin, 1895.
- BÉRENGER, Henry, "Les responsabilités de la presse contemporaine", *Revue Bleue*, 4ème série, tome VIII, 1897, p.706-710.
- BIGOT, Charles, *Les classes dirigeantes*, Charpentier, 1875.

- BOUTMY, Émile, *Quelques idées sur la création d'une Faculté libre d'enseignement supérieur*, Lainé, 1871.
- DURKHEIM, Émile, note critique sur *La France au point de vue moral* d' Alfred Fouillée, *L'Année sociologique*, vol. IV, 1900, p.443-445.
- FOUILLÉE, Alfred, *La propriété sociale et la démocratie*, Hachette, 1884.
- FOUILLÉE, Alfred, *Les études classiques et la démocratie*, Armand Colin, 1898.
- FOUILLÉE, Alfred, *La France au point de vue moral*, Alcan, 1900.
- GAMBETTA, Léon, discours du 26 septembre 1872 à Grenoble, repris dans *Discours et plaidoyers politiques de M. Gambetta* (publiés par Joseph Reinach), Charpentier, 1881-1883.
- IZOULET, Jean, *La cité moderne. Métaphysique de la sociologie*, 2ème éd. (augmentée), Alcan, 1895.
- LITTRÉ, Émile, *De l'établissement de la Troisième République*, Bureaux de *La Philosophie positive*, 1880.
- TARDE, Gabriel, *Études de psychologie sociale*, Giard et Brière, 1898.